

R8: Solidarité avec les afghan-ne-s

Résolution à l'intention de l'Assemblée des délégué-e-s de la JS Suisse du 14 novembre 2021 à Sissach (BL)

Dépositaire : Arbeitsgruppe Internationales

En août 2021, quelques semaines seulement avant le retrait des troupes étasuniennes, les Talibans déclarent leur victoire, après avoir pris Kaboul et tout l'Afghanistan en un éclair. Cela arrive après des décennies de conflit, d'abord dans le cadre de la guerre froide, puis dans celui de la "guerre contre le terrorisme". Les États-Unis et d'autres pays occidentaux étaient impliqués, comme l'étaient également la Chine et l'URSS. Dans les années 1980, cette implication s'est par exemple manifestée par des livraisons d'armement et du soutien financier des États-Unis aux milices islamistes anti-soviétiques. C'est en partie grâce à cet armement que les talibans ont pu prendre le pouvoir et instaurer une dictature islamiste conservatrice. Après le 11 septembre, les États-Unis sont intervenus aux côtés d'autres pouvoirs occidentaux dans le cadre de la "guerre contre le terrorisme". Le but officiel de l'engagement étasunien était de renforcer l'État afghan et d'apporter la stabilité. Mais aucune de ces promesses n'a été tenue. La présence militaire a poussé à la radicalisation des groupes comme les talibans, et malgré leur présence militaire massive, les États-Unis et leurs alliés ne sont pas parvenus à vaincre ces derniers, au contraire : en 2016, au moins un tiers de l'Afghanistan était sous contrôle direct des talibans ; dans les années qui ont suivi, ils ont considérablement étendu leur territoire. Cela explique également comment les talibans ont pu prendre le pouvoir si rapidement après le retrait précipité des troupes étasuniennes. Après vingt ans de prétendue "State Building", l'Afghanistan a été envahi par les talibans en quelques semaines.

Les scènes qui ont accompagné cette conquête ont fait le tour du monde. Des milliers de personnes ont tenté de quitter le pays, et l'aéroport a été envahi. Les personnes qui travaillent avec des organisations occidentales, les activistes des droits humains et les membres de minorités devaient tout particulièrement craindre pour leur vie. Malgré des promesses contraires faites au début, les droits des femmes ont également été largement restreints, par exemple dans l'accès à l'éducation.

Cette catastrophe était prévisible, et aurait pu être évitée. Et la Suisse n'est pas innocente : au moins un avion militaire suisse est tombé entre les mains des talibans. La situation n'est pas claire en ce qui concerne d'autres livraisons de matériel de guerre. La Confédération a également empêché l'admission d'un plus grand nombre de personnes en provenance d'Afghanistan, malgré la volonté de plusieurs villes. Elle s'est justifiée par des prétextes fallacieux.

C'est pourquoi nous demandons :

- L'admission d'au moins 10000 réfugié-e-s d'Afghanistan ou des pays voisins.
- L'introduction de l'asile en ambassade. Cela aurait permis à des personnes vulnérables de quitter le pays avant que la situation n'escalade.
- Un soutien financier et matériel aux ONGs qui s'engagent en Afghanistan auprès de la population civile, particulièrement au près des femmes, des LGBT et des minorités ethniques, et dans les pays voisins auprès des réfugié-e-s. Il faut particulièrement souligner les besoins médicaux, qui sont catastrophiques.

- À moyen terme, l'arrêt des exportations de matériel de guerre, à court terme la mise en œuvre rapide de la modification de la loi sur le matériel de guerre (contre-projet à l'initiative de rectification).
- L'arrêt des expulsions des personnes originaires d'Afghanistan, la conversion rapide des permis F en permis B et la délivrance prompte de ces derniers, ainsi que la facilitation du regroupement familial.

Il est également important pour nous que le soutien sur place ne soit pas une nouvelle forme d'occupation coloniale. Le soutien doit toujours être émancipateur, et ne pas conduire à un effondrement immédiat s'il est interrompu. Il ne peut également en aucun cas servir d'excuse pour refuser d'accueillir des réfugiés, et encore moins pour renvoyer des personnes, comme la droite aime à le faire.

Pour donner plus de visibilité à ces revendications et à d'autres revendications similaires, nous soutenons la manifestation du 20 novembre et appelons à y participer.

Recommandation du Comité directeur : accepter.